

ROBERT SIRICO

CATHOLIQUE
ET LIBÉRAL

Les raisons morales
d'une économie libre

salvator

ROBERT SIRICO

CATHOLIQUE ET LIBÉRAL

Les raisons morales d'une économie libre

Traduit de l'anglais par Solène Tadié

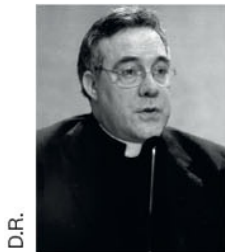
Préface de Charles Gave

Être catholique et libéral? Vous n'y pensez pas! Être prêtre et libéral, encore moins! Et pourtant, c'est bien un prêtre catholique qui nous invite à une réelle conversion au libéralisme dans une perspective chrétienne.

Les catholiques, en particulier en France, sont souvent hostiles au libéralisme. Or Robert Sirico nous montre avec force, en mettant en avant des arguments économiques mais également et surtout des raisons morales, que le vrai combat contre la pauvreté et pour la justice ne peut advenir sans la liberté d'entreprendre.

Ce livre réfute l'idéologie marxiste de l'égalité prenant le pas sur la liberté: celle-ci conduit inéluctablement à l'appauvrissement des sociétés et à l'iniquité. De même, il critique vertement la folie financière et spéculatrice que le vrai capitalisme combat.

Et si la morale de la propriété et de la liberté d'entreprendre, que les papes ne cessent de défendre, était la solution à la pauvreté, comme à l'éradication des voyous de l'économie qui tuent la justice et la liberté?



D.R.

*Le père **Robert Sirico** est un prêtre catholique américain, né en 1951 à Brooklyn. Ancien activiste de gauche, il est devenu le champion du libre marché et de sa compatibilité avec l'éthique du christianisme. Auteur de plusieurs ouvrages de référence aux États-Unis, il est le président et le fondateur de l'Institut Acton.*

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Et, de grâce, ne venez pas me dire que le libre marché est un mythe simplement parce qu'il n'a jamais existé nulle part sous sa forme pure. Allez donc dire cela à mon grand-père arrivé aux États-Unis avec 35 dollars en poche, et dont les treize enfants ont ensuite presque tous intégré la classe moyenne. Le capitalisme, correctement compris et poursuivi, a extrait une quantité incommensurable de personnes d'une pauvreté sordide, leur permettant de faire usage de compétences et de talents qu'ils n'auraient jamais découverts autrement, et de bâtir des opportunités que leurs grands-parents n'auraient jamais envisagées, ne serait-ce qu'en rêve. L'économie libre est un rêve digne de notre imagination spirituelle.

La bonne nouvelle est que la route du déclin n'est pas inévitable. Le renouveau est possible. Une vision fataliste du monde n'est pas simplement insatisfaisante : elle n'est pas réaliste. Nous sommes confrontés à une crise très profonde, mais dont l'issue n'est en aucun cas déterminée. Mon message n'est pas celui des évangélistes que l'on peut croiser dans la rue, brandissant des panneaux avec l'inscription : « La fin est proche. » Mon message, dans les pages qui vont suivre, sera plutôt de dire qu'en Amérique, la fin de la liberté et de la prospérité est proche... *à moins que*. Dans ce « à moins que » réside l'espoir. Un espoir suffisant, je le pense, pour nous inspirer et nous conduire vers une nouvelle renaissance, vers un renouvellement du fondement moral de l'économie libre.

En 1990, Kris Mauren et moi-même avons donné naissance à une institution destinée à défendre et promouvoir une société libre et vertueuse, car nous croyions à ce « à moins que ». L'Institut Acton pour l'étude de la religion et de la liberté se consacre au rétablissement de certaines vérités pérennes en matière de liberté politique, économique et religieuse. Certaines de ces vérités offrent des perspectives grisantes, tandis que

d'autres concepts sont plus pragmatiques et porteurs de notions de bon sens : il y a parmi eux l'idée de ne pas tuer la poule aux œufs d'or, de ne pas empêtrer les talents créatifs dans une toile d'araignée normative, ou encore de ne pas enseigner aux citoyens qu'il est normal de vivre aux frais d'autrui.

J'ai martelé ces choses suffisamment longtemps pour savoir que certains seront ravis d'« entendre enfin cela de la part d'un prédicateur », tandis que d'autres seront choqués d'entendre cela de la bouche d'un prêtre catholique et d'un homme qui, au début des années 1970, frayaient avec Jane Fonda, Tom Hayden et toute la clique de la « *new left coast*² », rien de moins. Mais ils ne devraient guère s'étonner. J'ai mûri. Et lorsque je suis revenu à la foi et que je suis entré au séminaire, j'ai également retrouvé une profonde compréhension de la finalité véritable de la liberté humaine. En retrouvant cette compréhension, j'ai également redécouvert la source de la liberté de l'homme, et ai commencé à percevoir le chemin à parcourir.

Mais je ne voudrais pas dévoiler trop vite les détails de mon récit. Celui-ci débute dans un environnement accueillant : deux petits appartements situés l'un en face de l'autre, au-dessus du magasin de trains Lionel, sur la Coney Island Avenue de Brooklyn, à New York, où un petit garçon italien de cinq ans était sur le point de faire la rencontre d'une vieille dame juive – une *réfugiée*, c'est ainsi qu'on l'appelait. Une rencontre qui allait influencer le cours de son existence, laissant en lui un désir inextinguible de comprendre et promouvoir la dignité humaine.

1. Fonds monétaire international, « A History of World Debt : How Public Debt Has Changed Since 1880 », in *Finance & Development*, mars 2011, disponible en ligne à l'adresse : www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2011/03/pdf/picture.

2. La « *new left coast* » désigne la culture de la côte Ouest des États-Unis, à l'époque monopolisée par ce que l'on appelle la Nouvelle Gauche.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

conséquent aucun droit significatif de vivre. J'étais bouleversé. Comment une chose aussi évidente avait-elle pu m'échapper ?

J'ai continué à lire des manuels d'économie, sur des thèmes tels que l'offre et la demande, la division du travail, les économies de marché, la concurrence. C'étaient autant de sujets dont j'avais déjà entendu parler par le passé, de phrases que j'avais déjà prononcées, mais dont je commençais seulement à saisir les concepts. J'ai peu à peu compris que ces idées n'étaient pas le fruit de l'imagination d'intellectuels partisans mais qu'elles décrivaient des aspects inhérents à la réalité humaine. Petit à petit, la logique contenue dans mes lectures a fait disparaître en moi la conviction selon laquelle l'économie serait une question d'argent, de propriété et de production, et qu'elle ne concernait pas l'homme. Le type d'économie que j'étais en train d'étudier – principalement auprès d'économistes de ce que l'on appelle « l'école autrichienne », de Ludwig von Mises à Friedrich Hayek – n'était pas une discipline académique abstraite qui assommait les esprits d'étudiants à coups de logarithmes et d'équations déversés sur un tableau d'amphithéâtre universitaire. Bien plus que de mathématiques, il s'agissait des *choix et des actions de l'homme*. Chemin faisant, je finis par comprendre les motivations pratiques du libre marché, de la liberté de l'homme, de la nécessité du libre choix et de la propriété privée. J'ai notamment pris conscience du fait que les prix, dans un système de libre marché, contiennent une richesse d'informations supérieure à toute forme de planification centralisée. Ils sont par conséquent plus à même de favoriser la prospérité économique, permettant ainsi à des millions de vraies personnes abandonnées aux marges de la société de vivre plus longtemps, plus heureuses et en meilleure santé.

Je pris également conscience du fait que la concurrence, tant qu'elle est soumise à l'État de droit, est un moyen d'améliorer la

qualité et le prix des biens et des services. Les producteurs entrent en concurrence les uns avec les autres, certes, mais ils le font dans l'optique d'un service d'excellence. Il ne s'agit pas d'une compétition impitoyable mais plutôt d'un système qui encourage le service envers autrui. La concurrence « planifie » l'économie d'une manière nettement supérieure à toute autre planification économique centralisée. La chose la plus productive qu'un État puisse faire pour l'économie est justement de ne pas « planifier » et de renforcer au contraire l'État de droit, afin que la concurrence puisse se faire sur un pied d'égalité et que plus de biens et de services soient produits.

J'ai un peu plus tard réalisé que la concurrence était seulement l'une des nombreuses facettes de l'économie de marché, qui inclut aussi la coopération, en association libre. Lorsque nous faisons une acquisition, lorsque nous investissons, que nous vendons ou achetons quelque chose, nous devons rechercher le consentement d'un tiers. Les deux parties en tirent un bénéfice. Les travailleurs coopèrent entre eux au sein de la population active, de même que les employés coopèrent avec leurs employeurs dans une relation d'interdépendance. Il n'y a a priori aucune exploitation là-dedans. Il s'agit d'une coopération pacifique qui joue un rôle majeur dans le développement des marchés ainsi que dans l'esprit de compétitivité.

En définitive, tout cela n'est pas qu'une question d'argent et de comptabilité. La philanthropie, la charité, le bénévolat, l'activisme et le soin dispensé à la famille et aux plus démunis répondent aux mêmes impulsions que celles qui donnent vie à l'économie de marché : l'association libre et pacifique de personnes qui se mettent au service d'autrui.

Bien vite, je me rendis compte que tout cela soulevait des questions encore plus fondamentales. J'ai ressenti le besoin de

me replonger dans la question des droits. Je commençais à comprendre plus en profondeur le lien entre liberté et dignité humaine d'un côté, créativité et prospérité humaine de l'autre. Tous ces éléments dépendent du bon usage de la liberté. Pourquoi devrions-nous nous préoccuper de ces choses ? Pourquoi la créativité humaine est-elle précieuse ? Pourquoi croire en l'idée même que les hommes seraient dotés d'une dignité et de droits ? Le système économique que je m'apprêtais à embrasser ne se contentait pas de défendre la valeur de ces choses. Il les présupposait. Or ces valeurs sont d'autant plus faciles à oublier que la plupart d'entre nous y adhèrent sur la base de sentiments. J'aspirais pour ma part à quelque chose de plus grand qu'à de simples sentiments et à la recherche d'un consensus public. J'étais déjà passé par là et ne le savais que trop bien : les sentiments vont et viennent. Le consensus d'aujourd'hui peut conduire au régime totalitaire de demain.

J'avais à cœur de comprendre ces mécanismes. Et il me fallait pour ce faire aller bien au-delà de l'« *homo œconomicus* », cet être humain imaginaire et parfaitement égoïste (un concept parfois utile pour l'analyse économique mais qui offre une représentation inadéquate de l'ample éventail des motivations et capacités humaines, *des êtres humains tels qu'ils sont réellement*).

Ce fut soudain comme si l'on allumait la lumière dans une pièce plongée dans l'obscurité et que je pouvais enfin distinguer les différents objets qui m'avaient entouré des décennies durant. Les questions que j'avais longtemps laissées de côté sont devenues urgentes, tandis que je commençais à prendre conscience que les réponses étaient à ma portée. En renforçant les bases que j'avais acquises pour dépasser la simple préférence personnelle et le sentiment instinctif, j'ai réalisé que les questions que je posais au sujet de Friedrich Hayek et de Milton

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

ou de partager de manière volontaire. C'est la solution pacifique au problème de rareté.

La propriété privée peut également démontrer l'interpénétration entre nos corps physiques et notre aptitude à la transcendance. Par le travail que notre raison planifie et dirige, nous impliquons la nature et produisons quelque chose qui n'existait pas auparavant. Nous ne nous bornons pas à bâtir, comme le castor, un barrage semblable à tous ceux qui ont été bâtis durant des millénaires. Nous créons une cathédrale de Chartres, une *Joconde*, une lampe électrique, un vaccin contre la variole, une révolution agricole sauvant des millions de personnes de l'extrême pauvreté ou, plus modestement, un jardin ou un verger qui nourrit une famille et témoigne d'une gestion particulièrement avisée de la terre.

Ces choses sont possibles car notre rapport au monde matériel n'est pas qu'immédiat et temporaire. La relation de l'homme aux choses n'est pas purement et simplement liée à la consommation. C'est aussi une relation de raison et de créativité, et c'est précisément ce qui rend possible l'institution de la propriété privée. Ce droit ne permet pas un simple contrôle sur un objet physique, comme mon chien Theophilus pourrait posséder un os. Il est étroitement lié à la capacité de faire usage de l'intellect sur des sujets et des idées, pour se projeter, planifier et faire bon usage de cette possession. De la même manière que certains droits fondamentaux de l'homme ne sont pas créés par un État mais possédés en vertu de l'existence d'une personne et de sa nature, le droit de propriété doit être *reconnu* et non pas *garanti* par l'État.

Ce droit n'est pas absolu. Personne, peu importe sa richesse, n'a le droit d'acheter toute la surface de la Terre, ou même de refuser le pain qu'il possède à un voisin affamé qui n'a

absolument aucun moyen d'assurer sa survie⁵. Mais c'est tout de même un droit sacré car il se rattache aux êtres humains en tant que créatures faites à l'image de Dieu. Ces créatures sont placées dans un contexte de rareté et munies de la capacité de raisonner, de créer et de se transcender. La meilleure chose que les politiciens puissent faire quant à la propriété est uniquement de promulguer et d'appliquer les lois selon le droit naturel, en d'autres termes de protéger les personnes du danger de voir leurs biens confisqués injustement par d'autres.

C'est la raison pour laquelle les cultures qui ont systématiquement attaqué le droit de propriété ont eu tendance à se flétrir et que les civilisations étant parvenues à étendre ce droit à un nombre toujours plus grand de leur population ont eu tendance à prospérer. Je pense à cet égard à un entretien réalisé par l'Institut Acton avec l'historien et sociologue Rodney Stark. Il discutait des raisons pour lesquelles la Chine, qui était il y a un millier d'années plus avancée que l'Occident sur de nombreux plans, a reculé d'abord sur le plan technique, puis sur le plan du bien-être de la société, voyant régresser l'espérance de vie des plus pauvres. L'histoire est immensément compliquée, mais les enjeux de la propriété privée sont immuables :

L'un des cas les plus éloquents et tristes à la fois est celui de la Chine où, au X^e siècle, l'on a assisté à quelque chose qui ressemblait à tout point de vue au début d'une réelle révolution industrielle. Il existait quelques petites fonderies qui sont peu à peu devenues toujours plus grandes et les personnes qui les possédaient continuaient à réinvestir et à accroître la production, se développant ainsi toujours plus. En fin de compte, les Mandarins se sont aperçus de l'ampleur du processus, qui permettait à des gens ordinaires de s'enrichir. Ils ont donc décidé d'y mettre un terme et de fermer ces fonderies. Ce phénomène s'est interrompu pour disparaître totalement. Un grand historien de l'Asie l'a particulièrement bien résumé : il a en effet déclaré que la propriété privée n'était pas assurée et que c'est la réponse première, définitive et

complète à la question de savoir pourquoi il n'y a pas eu de développement en Orient⁶.

L'aspect positif de cette histoire est qu'un millénaire plus tard, de nombreux pays asiatiques ont commencé à prospérer en se distanciant des économies planifiées, et à étendre la liberté économique à de plus en plus de monde au sein de leur population. Le processus se déroule de manière imparfaite comme dans toute société humaine, mais il s'agit du moins d'un changement de cap radical.

Le fait qu'un droit soit lié au bien-être d'hommes et de femmes ne devrait pas nous étonner. Comme nous l'avons vu, il incarne la convergence entre l'intelligence humaine et la transcendance. La propriété découle de cette interaction et superposition entre la matérialité et la spiritualité humaines. L'histoire nous a bien démontré la difficulté de sauvegarder les libertés individuelles – telles que la liberté d'expression – en l'absence de droit de propriété. Si la liberté d'expression vous était accordée, mais que vous n'étiez pas autorisé à publier un livre chez un éditeur privé ou à posséder un journal, une chaîne de télévision ou de radio, si vous n'étiez pas autorisé à publier ne serait-ce qu'un commentaire en ligne parce que l'État se serait mis à considérer Internet comme sa propriété, comment pourriez-vous prétendre avoir une quelconque liberté d'expression ?

Cela vaut également pour la religion. Si l'État nous retirait la liberté économique de décider où et comment utiliser nos moyens privés pour payer médecins, infirmières, et kinésithérapeutes en échange de soins, si l'État contrôlait tout cela, comme si ces capacités médicales et ces échanges privés lui appartenaient de droit, il serait dès lors plus aisé pour lui de porter atteinte à la liberté religieuse de chacun. Prenons par

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

l'économie libre faite d'emprunteurs et de prêteurs qui a provoqué l'effondrement du marché de l'immobilier, mais bien les interventions gouvernementales sur les marchés. Le risque moral généré par les manipulations étatiques a gravement nui à la culture du crédit immobilier. Et lorsque l'inévitable désastre se produisit, la réponse de Washington fut d'intervenir *encore davantage* sur le marché du prêt, ce qui équivaut à confier à une belette la mission de veiller sur le poulailleur qu'elle vient de saccager. Aujourd'hui, le gouvernement américain détient ou est garant de la majorité des crédits immobiliers du pays, dont 90 % des plus récents¹². Lorsque les personnes sont libres de posséder et d'utiliser leur propriété, la tyrannie ne peut jamais l'emporter. Mais dès qu'elles commencent à sacrifier leurs droits de propriété et à troquer leur liberté économique contre un autre bien apparent tel que la sécurité ou l'égalité, elles font déjà un premier pas vers la route de la servitude théorisée par Hayek. La leçon de l'histoire est claire. Les personnes attachées à la liberté politique et religieuse ne peuvent ignorer la valeur de la liberté économique qu'à leurs risques et périls.

1. Constitution soviétique du 31 janvier 1924, 1^{re} partie.

2. John Adams, « Message aux officiers de la première brigade de la troisième division de la milice du Massachusetts », 11 octobre 1798, in *The Works of John Adams, Second President of the United States*, vol. 9, Little, Brown, and Company, 1854, p. 229.

3. Alexis de Tocqueville, « Voyage en Angleterre », in *Voyages en Angleterre et en Irlande* (1835), Gallimard, 1982.

4. En rédigeant cette section, l'auteur souhaite exprimer sa dette intellectuelle envers Jean-Yves Calvez, sj, et Jacques Perrin, sj, *Église et société économique : l'enseignement social des papes, de Léon XIII à Pie XII, 1878-1958*, Éditions Montaigne, Ligugé, 1959.

5. Thomas d'Aquin aborde ce thème dans sa *Summa Theologica*, II-II, q. 66, a.7.

6. La vidéo de cet entretien est incluse dans la série de DVD de l'Institut Acton, *PovertyCure*, au troisième épisode. Stark développe ce point dans *Le triomphe de la raison*, Presses de la Renaissance, 2007. L'historien auquel il se réfère dans l'entretien et qu'il cite dans son livre est Winwood Reade. La citation est extraite de *The Martyrdom of Man*, Watts, 1925, p. 108.

7. Cf. Leonard Leo, « Opening Remarks : 2010 Annual Report Rollout », Commission américaine sur la liberté religieuse dans le monde, 2010. Voir : www.uscirf.gov/.

8. William Bradford, *Of Plymouth Plantation, 1620-1647*, in *The Founders' Constitution*, vol. 1, University of Chicago Press, 1987, chapitre 16, document 1 (1623).

9. Odd Langholm, « Scholastic Economics », in *Pre-Classical Economic Thought : From the Greeks to the Scottish Enlightenment*, Kluwer Academic Publishers, 1987, p. 126-32.
10. Pour ceux qui souhaiteraient approfondir l'étude de l'histoire complexe de l'usure, cf. *Sourcebook in Late-Scholastic Monetary Theory : The Contributions of Martin de Azpilcueta, Luis de Molina, s. j., and Juan de Mariana, s. j.*, éd. Stephen J. Grabill, Lexington Books, 2007.
11. Cf. *NIV Stewardship Study Bible*, Zondervan, 2009, p. 244.
12. « Freddie Mac », session Business Day du *New York Times*, édition en ligne mise à jour le 28 février 2012.

III

Vous voulez aider les pauvres ? Créez une entreprise !

QUESTION : Le capitalisme fonctionne très bien en Amérique, mais il existe des millions de pauvres dans le monde qui ne s'en sortiraient pas simplement à la force du poignet. N'ont-ils pas besoin de notre aide ? N'est-ce pas ce à quoi servent la charité et les aides internationales financées par les États ?

Réponse : La charité sera toujours nécessaire. Cependant, l'unique solution ayant démontré son efficacité dans la lutte contre la pauvreté n'est ni la charité ni l'aide internationale, mais bien le libre marché, notamment les entreprises stimulant les capacités des pauvres à créer de la richesse, au lieu de se focaliser sur leurs besoins.

*

Les séminaires sont conçus pour donner l'opportunité aux futurs prêtres de se confronter à des questions et des situations difficiles. Lorsque j'étudiais à Washington D.C., une partie de notre formation au séminaire prévoyait différents types d'activités pastorales. J'ai un temps travaillé auprès de l'aumônier du National Institute of Health à Bethesda, près de Washington, où j'administrerais régulièrement les sacrements à des malades du sida, qui se soumettaient à un traitement expérimental connu ensuite sous le nom d'AZT.

Durant un semestre, on m'a assigné une mission auprès d'une soupe populaire tenue par une religieuse catholique, au sous-sol d'une église baptiste dans le quartier d'Anacostia, à

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

mondialement renommé Hernando de Soto décrit avec force détails tragicomiques la quantité presque surréaliste de tracasseries administratives et normatives que doit affronter une personne pauvre désireuse d'obtenir une licence professionnelle dans un pays en voie de développement.

De Soto rapporte que lorsqu'il a commencé à étudier ces questions au début des années 1980, tous les grands cabinets d'avocats qu'il a consultés au Pérou lui ont assuré que créer une entreprise dans les règles, pour avoir accès aux capitaux d'investissement, serait aisé et rapide. Il savait que c'était probablement vrai pour lui, mais qu'en était-il pour un individu issu d'un bidonville, sans la moindre relation au sein du monde politique ? Lui et ses collègues décidèrent alors de tester la réalité du terrain en établissant une petite usine de fabrication de vêtements dans un bidonville de Lima. Il prit soin de rester en dehors du processus en envoyant quatre étudiants, supervisés par un avocat chevronné, tenter de remplir toutes les obligations légales liées à l'activité : « J'ai découvert qu'entrer dans la légalité nécessitait plus de trois cents jours, en y consacrant six heures par jour. Coût total : trente-deux fois le salaire mensuel minimum⁵. »

Ce n'est pas une voie envisageable, il ne s'agit pas d'une situation de libre marché. C'est un mur, une barrière infranchissable qui exclut les défavorisés du secteur économique légal et privilégie ceux qui ont les bons contacts. Hernando de Soto a pris conscience du fait que les pauvres n'ont pas besoin d'aumône internationale mais bien d'un système légal amélioré et simplifié afin de permettre la création de nouvelles entreprises, un système qui encourage les aspirants entrepreneurs, au lieu de les étouffer. L'Institut pour la liberté et la démocratie (ILD), présidé par l'économiste, s'attache depuis à

promouvoir des réformes allant dans ce sens, au Pérou et dans d'autres pays en voie de développement.

Le problème ne se limite pas au fait que l'envoi de marchandise gratuite ne résout pas le manque de liberté économique des pays qui en sont les destinataires. Aussi illogique que cela puisse paraître, ces biens gratuits compliquent à tout point de vue la vie des personnes du « monde en développement » qui tentent effectivement de développer leurs économies. En voyageant dans n'importe lequel de ces pays, nous entendons des récits accablants au sujet d'entreprises ou d'industries entières démolies précisément à cause de la marchandise gratuite envoyée par les institutions occidentales de charité publiques et privées.

Au Kenya, par exemple, la femme d'affaires Eva Muraya nous a parlé en mars 2011 des industries de coton et d'habillement de son pays, en les comparant avec ce qu'elles étaient dans son enfance :

Lorsque j'étais petite, les vêtements de seconde main ne se vendaient pas – relate-t-elle. Ma mère m'emmenait au magasin et m'offrait un magnifique tee-shirt portant l'inscription « *Made in Kenya* » ou « Coton du Kenya ». Aujourd'hui, j'aurais beaucoup de mal à trouver un tee-shirt similaire pour ma fille. Pourquoi ? En raison de l'afflux de vêtements de seconde main entre la fin des années 1970 et le début des années 1980. Le prêt-à-porter de seconde main qui nous est arrivé d'Europe, des États-Unis et du Canada a eu un impact néfaste sur l'industrie du textile au Kenya : un chômage de masse s'est installé dans les années 1980 et 1990, des usines ont fermé. Qu'est-il advenu de nos industries de coton ? Lorsque j'étais enfant, nous pouvions acheter dans ce pays des variétés de coton d'une qualité incomparable. Or cela appartient au passé en raison de l'impact, négatif, de l'introduction du prêt-à-porter de seconde main⁶.

Nous avons entendu des histoires analogues aux Caraïbes. En

Haïti, nous nous sommes entretenus avec les fondateurs d'Enersa, une société locale de technologie spécialisée dans la production, l'installation et l'entretien de systèmes d'énergie solaire⁷, une source d'énergie compétitive sans aucune subvention gouvernementale en raison de l'abondance des rayons du soleil et du manque d'infrastructures électriques dans de nombreuses zones du pays. Enersa jouissait d'une croissance constante jusqu'au tremblement de terre de 2010, à la suite duquel elle a failli mettre la clé sous la porte. C'était moins dû aux dégâts subis par son usine qu'à la volonté de groupes étrangers de fournir gratuitement des panneaux solaires à la population. Aucun d'entre eux n'a en effet pris la peine de s'enquérir de l'existence d'éventuelles entreprises locales capables de les proposer à des prix compétitifs, avec de surcroît l'avantage de connaître le marché local.

Par chance, Enersa a survécu et a retrouvé son dynamisme, mais les histoires de ce genre ne connaissent pas toutes un dénouement heureux. Les cultivateurs de riz haïtiens, par exemple, ont vu leurs activités anéanties par le riz subventionné par les États-Unis, déversé dans le pays sous forme d'aide gratuite. Créer un surplus de riz aux États-Unis en le subventionnant puis en achetant l'excédent pour l'envoyer en tant qu'aide à l'étranger peut être une bonne stratégie pour les États producteurs de riz comme l'Arkansas. Pour les cultivateurs des pays en développement, qui doivent dès lors entrer en concurrence avec de la marchandise gratuite, une telle politique est désastreuse.

Le président Bill Clinton lui-même, après avoir soutenu ce plan d'aide alimentaire lorsqu'il était à la Maison-Blanche, l'a remise en cause lors d'une audition devant le Comité des affaires étrangères du Sénat, en mars 2010 : « Une telle politique

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

fabricant de brides, de selles, de calèches, de carrosses ou de fouets pour cochers ?

Tous ces emplois autrefois florissants n'existent plus ou occupent de petites niches de l'économie actuelle. En effet, leur destin fut scellé le 1^{er} octobre 1908, lorsque Henry Ford introduisit le modèle T., qui était l'aboutissement d'une longue période d'expérimentation et de progrès dans la technologie automobile, impliquant de nombreux investisseurs de pays divers. Toutes ces professions étaient liées à ce qui avait été jusqu'alors le principal moyen de transport sur de courtes distances – et même sur de longues distances, jusqu'à l'introduction du chemin de fer –, à savoir le cheval.

La transition entre le cheval et l'automobile a été douloureuse pour de nombreux maréchaux-ferrants et fabricants de selles. Alors que le secteur déclinait, tous subissaient la récession et le chômage, à moins d'être capables de s'adapter à un marché du travail en mutation et de s'insérer dans les nouveaux secteurs.

Il faut également garder à l'esprit le fait que, même par temps de transition économique, les travailleurs des filières en cours d'obsolescence ne sont pas tous affectés de la même manière. Les plus touchés sont généralement les travailleurs âgés qui approchent de la retraite au moment où la technologie évolue, ou encore ceux qui pour des raisons diverses se trouvent dans l'incapacité d'acquérir de nouvelles compétences ou de se reconverter. La plupart des travailleurs, cependant, trouveront un autre emploi. Il s'agit pour eux d'un bouleversement temporaire. Certains trouveront même un emploi en lien étroit avec leur activité précédente. Ce n'est pas comme si tous les pelleteurs perdaient nécessairement leur emploi avec l'utilisation de bulldozers. Ne perdons pas de vue l'aspect progressif et créatif du processus. Le progrès technologique n'éradique pas les

pelleteurs et n'élimine pas les personnes qui perdent leur emploi. Il les place aux commandes des bulldozers ou dans les usines qui les fabriquent, il les oriente vers des secteurs qui feront appel à leurs capacités mentales plutôt que physiques. En effet, si les mains qui maniaient autrefois les pelles dirigent à présent des machines Caterpillar, le besoin de pelleteurs s'en trouve logiquement réduit.

Les personnes qui se retrouvent impliquées dans de telles révolutions du système de production méritent une attention et un soutien tout particuliers. Les employeurs peuvent faciliter la transition en gérant ces changements de manière consciencieuse et humaine. Les employés peuvent être encouragés et aidés dans leur reconversion au sein d'une même société. Pour ceux qui ne peuvent se reformer, les entreprises peuvent rendre l'expérience moins douloureuse en donnant des préavis suffisamment longs ainsi que de généreuses indemnités de départ ou de retraite anticipée. Dans les cas où la société est financièrement incapable de fournir ces aides, ou que celles-ci sont insuffisantes, les institutions religieuses ou de bienfaisance ont un rôle important à jouer.

Il s'agit d'une réalité avérée dans de nombreux cas. Beaucoup d'entreprises traitent leurs employés avec respect, et de nombreuses organisations caritatives s'engagent auprès des personnes en difficulté dans le domaine professionnel. Le « Prix du Samaritain », l'un des programmes affiliés à l'Institut Acton, récompense les œuvres de charité s'étant illustrées par l'ampleur de leur mission en l'absence de subventions de l'État. Le lauréat de ce prix fut, il y a quelques années, le Christian Women's Job Corps of Middle Tennessee. L'association promeut en effet l'autosuffisance en offrant un travail rétribué à d'anciennes délinquantes, à des femmes sous-employées voire sans emploi, toutes en situation de pauvreté.

La question de savoir *si* et *comment* aider les plus pénalisés par les transitions économiques est toutefois bien différente de la question de savoir si l'État doit ou non intervenir pour stopper ces transformations. Afin de préserver les emplois et les industries existantes, la société aurait-elle dû mettre un terme au progrès de la technologie des transports, pour se contenter du cheval et de la calèche ? L'efficacité et la productivité économiques générées par l'utilisation à grande échelle du moteur à combustion interne devraient relever de l'évidence. Le transport des masses de populations dans les villes modernes serait impossible sans ces avancées. Les nourrir serait carrément de l'ordre de l'impensable sans les immenses progrès réalisés dans le secteur agricole, en partie rendus possibles par la mécanisation.

Nous avons en effet besoin de personnes créatives pour poursuivre la recherche de moyens toujours plus efficaces de lutter contre la pollution de l'air et de l'eau. C'est précisément le ferment créatif de notre économie libre qui, à cet égard, nous a permis de réaliser des avancées si pratiques. Nous devrions en outre être prudents en confrontant la situation actuelle avec des styles de vie alternatifs. Que ceux qui sont dérangés par la pollution de l'air causée par les voitures et les camions imaginent un instant l'état de saleté des rues de Paris, de New York ou de Los Angeles si elles étaient foulées par plusieurs millions de chevaux, de mules et de bœufs. Il est aisé de se laisser aller au fantasme romantique d'une vie citadine en carrosse quand nous n'avons pas à sentir, à pelleter ou à marcher sur des amas de boue et de fumier, comme aux siècles passés. Pour nous autres modernes, la calèche représente au contraire une nouveauté à découvrir en des occasions spéciales, lors de belles soirées d'été en centre-ville.

Dans le Michigan, où je vis aujourd'hui, l'un des joyaux des

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

planification imposée du haut vers le bas plutôt que des marchés libres. Une telle prise de conscience ne doit néanmoins pas nous laisser penser que le capitalisme mondial pourrait lui-même fournir la formation morale et culturelle essentielle à l'épanouissement de la personne humaine. Même si nous parvenions à éliminer le clientélisme et la planification centrale malavisée du processus de globalisation, le marché mondial serait incapable d'assurer soudainement la formation nécessaire à la diffusion d'un bien-être humain et économique. Ce n'est pas la fonction du marché, comme doivent clairement le comprendre aussi bien les pourfendeurs que les laudateurs de la mondialisation et du libre-échange.

Mon ami le révérend Edmund Opitz, aujourd'hui disparu, l'a expliqué en ces termes : « Le marché fera apparaître tous les défauts et les défaillances que les personnes, dans leur action pacifique, montreront². » Cela signifie, entre autres, que notre interconnexion croissante est porteuse d'un fort potentiel d'offense à la dignité de l'homme. Les avancées en matière de technologie et de communication peuvent faciliter la consommation de pornographie, ou le trafic d'êtres humains. Il se peut aussi, pour prendre un exemple moins dramatique, que les investissements étrangers – qui permettent la possession d'entreprises éparses et non localisées dans des lieux spécifiques – rendent les méthodes de management moins personnelles et moins adaptées aux coutumes locales ainsi qu'aux attentes des travailleurs.

La mondialisation pose également d'immenses défis à long terme aux différentes cultures. Certaines idées erronées et dégradantes peuvent se diffuser parfois plus promptement que les vérités qui contribuent à l'élévation de l'homme. Dans la mesure où il existe aujourd'hui un scepticisme répandu quant

aux vérités universelles et atemporelles, la liberté culturelle peut faire l'objet d'abus. Les plus faibles – le pauvre, l'enfant à naître, la personne âgée et l'handicapé – qui semblent avoir peu à offrir, peuvent être perçus comme des fardeaux qu'il faut mettre au rebut, limiter voire éliminer au lieu de les reconnaître comme des êtres dignes de respect et de solidarité.

Les médias de masse en Occident font souvent plus de mal que de bien lorsque la mondialisation étend son champ d'action. La dégradation de la sexualité, qui inclut l'exploitation des femmes, la confusion entre « l'avoir » et « l'être³ », la conscience exacerbée de nos droits, accompagnée d'une diminution de la responsabilité sociale, ne sont que quelques-unes des manifestations culturelles de la société occidentale. Celles-ci méritent d'être dénoncées, à plus forte raison parce qu'elles peuvent causer un réel dommage aux cultures des pays émergents après leur insertion dans l'économie mondiale de l'information.

Cela étant, ces problèmes culturels sont également porteurs d'opportunités positives, puisqu'elles invitent notamment les communautés religieuses à faire ce qu'elles font de mieux, à savoir guider les hommes et les femmes vers une conversion de vie, afin que leurs valeurs et leurs choix, y compris dans la sphère économique, reflètent leur communion avec la vérité de Dieu et de la nature humaine. L'une des grandes ressources du christianisme pour faire que la mondialisation soit au service de la personne humaine est précisément son universalité. Puisque « l'Évangile est pour tout le monde », comme le rappelle un vieil hymne religieux, et qu'il l'a été depuis le début, nous sommes en mesure d'étendre son message au monde entier. Cette vérité, ainsi que toute la communauté qui se construit autour, nous encouragent à proclamer sans équivoque l'absolue dignité de

toutes les personnes humaines. Elles nous poussent à bâtir des institutions politiques, caritatives et économiques qui reflètent cette dignité. Le défi consiste dès lors à mettre à profit les opportunités offertes par la mondialisation en vue d'une nouvelle évangélisation, qui transformera la culture mondiale de manière positive.

L'idée que le christianisme puisse jouer un tel rôle positif n'est pas circonscrite aux chrétiens ni même aux théistes. Le psychiatre et chroniqueur anglais Theodore Dalrymple, athée convaincu, défend le même point de vue⁴. L'ancien membre du Parlement britannique et éditorialiste du *Times* de Londres, Matthew Parris, est arrivé à la même conclusion dans un article du mois de décembre 2008 :

En tant qu'athée invétéré, j'ai acquis la conviction que l'évangélisme chrétien offrait une énorme contribution à l'Afrique, très nettement différente du travail des ONG séculières, des projets gouvernementaux et des aides financières internationales. Ces derniers n'arriveront à rien seuls. L'éducation et la formation seules n'en feront pas davantage. En Afrique, le christianisme change le cœur des gens. Il apporte une transformation spirituelle. La renaissance est réelle. Le changement va dans la bonne direction⁵.

Un processus récursif est à l'œuvre. Le christianisme, religion mondiale, a contribué à la mondialisation économique, laquelle a ensuite joué un rôle en mettant en contact des personnes de cultures différentes, chrétiennes notamment, ce qui a eu pour effet d'attirer plus de personnes dans le giron du christianisme.

Nous ne devrions pas nous laisser distraire par la complexité de ce processus historique. Le libre-échange est un processus par lequel les valeurs sont exprimées sous la forme de biens et de services qui sont demandés et fournis. Dans une certaine mesure, la culture et les valeurs qui déterminent ce qui est acheté

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

responsables.

Appelé à prodiguer des conseils pastoraux aux chrétiens impliqués dans le commerce et autres occupations similaires, le prêtre du XVI^e siècle François de Sales a apporté une réponse différente de ce à quoi certains pourraient s'attendre de la part d'un saint : « Ayez beaucoup plus de soin de rendre vos biens utiles et fructueux que les mondains n'en ont [...]. Les possessions que nous avons ne sont pas les nôtres ; Dieu nous les a données à cultiver et veut que nous les rendions fructueuses et utiles... Ayons donc ce soin gracieux de la conservation, voire de l'accroissement de nos biens temporels lorsque quelque juste occasion s'en présentera⁴. »

Le système de profit et de perte dans une économie libre peut orienter notre comportement vers des activités utiles pour autrui, qui permettent un usage avisé des ressources et de préparer l'avenir. Cela n'empêchera pas les gens de servir des intérêts douteux, mais sans le signal-prix, nos activités économiques seraient totalement chaotiques.

Il peut s'avérer utile d'imaginer combien de temps pourraient résister l'attitude morale et l'ordre social dans un monde dépourvu de prix, incapable de calculer les profits et les pertes. Sans la possibilité d'évaluer la valeur et la disponibilité des différents biens et services, une telle société sombrerait bien vite dans la confusion et l'anarchie. La forme de direction cruciale à l'organisation de nos innombrables activités économiques quotidiennes serait éradiquée. La division du travail s'étiolerait et le niveau de vie serait immanquablement réduit, jusqu'à atteindre un stade primitif. Un monde sans calcul monétaire serait une véritable pagaille.

Bien mieux que Gordon Gekko

Une autre approche de la moralité de l'entreprise consiste à observer celles qui ont du succès économique et tenter de cerner leurs motivations. L'entreprise Michelin, par exemple. Il s'agit d'une firme multinationale de grandes marques qui produisent notamment des pneus, de la machinerie lourde, ainsi que des guides de voyage et de gastronomie. François Michelin, le riche patriarche de cette dynastie, est dans l'imaginaire collectif associé au capitalisme industriel mondialisé. Lorsque les gens découvrent que je l'ai fréquenté durant de nombreuses années, ils me demandent souvent quel genre d'homme il était. Je crois qu'une seule rencontre suffit à cerner le François Michelin que j'ai connu.

Au printemps 2000, alors que j'effectuais un voyage en Europe, M. Michelin m'a proposé de faire un détour par sa ville natale de Clermont-Ferrand, dans le centre de la France, pour visiter le siège mondial de la société Michelin. En descendant de l'avion, j'ai cherché du regard un chauffeur brandissant une pancarte avec mon nom, certain que j'aurais été escorté par un chauffeur jusque dans les locaux de la société. Au lieu de cela, après avoir récupéré mes bagages, je fus accueilli par un François Michelin sobre et réservé, dans son habituel costume gris. Le magnat âgé de soixante-dix-sept ans (clairement reconnu par les gens dans l'aéroport) est venu vers moi pour m'aider à porter mes bagages. J'ai commencé par refuser, mais face à son insistance, je lui ai remis l'un des sacs les plus légers. Nous avons marché jusqu'au parking, où il s'est approché d'une voiture ordinaire dont il a ouvert le coffre. En faisant le tour de la voiture pour prendre place sur le siège passager, j'ai donné un rapide coup d'œil aux pneus pour voir s'ils étaient de la marque Michelin. Je n'ai vu aucune marque apparente. Une fois assis dans la voiture, je remarquai, d'un ton taquin :

— Je vois que vous ne conduisez pas sur des pneus Michelin

!

Ce à quoi il répondit :

— Mon Père, permettez-moi de vous montrer quelque chose.

Il indiqua un engin situé entre nos deux sièges, à l'avant de la voiture. Je vis quelque chose qui ressemblait à un taximètre. Il appuya sur différents boutons du dispositif, modifiant l'écran d'affichage, qui indiqua successivement la position antérieure droite puis antérieure gauche, passant ensuite à la partie postérieure droite puis gauche. Chaque fois, des numéros différents s'affichaient.

— Vous avez raison de remarquer que ce ne sont pas des pneus Michelin, du moins pas encore. Il s'agit d'une voiture d'essai, et ce mesureur me permet de connaître la pression et la chaleur de chacun des pneus en phase expérimentale.

— Entendez-vous par là que vous n'êtes pas encore certain que ces pneus soient sûrs ? lui ai-je demandé.

— J'espère que vous ne vous inquiétez pas. Nos scientifiques ont travaillé dur sur ce modèle. Mais vous n'imaginez tout de même pas que je mettrais en vente des pneus que mes clients utiliseront pour transporter leurs familles, si je n'étais pas moi-même prêt à les utiliser en premier ?

À l'époque, les journaux faisaient leurs gros titres sur le scandale des pneus Firestone défectueux, montés sur certains modèles de voiture Ford. Une polémique qui a abouti à la rupture d'un siècle de relations entre les deux sociétés. À la lueur de ces faits récents, j'ai demandé à Michelin comment se portaient les affaires.

Il me répondit dans un froncement de sourcils :

— C'est une période terrible pour nous tous dans le secteur des pneumatiques, terrible.

Je ne m'attendais pas à une telle réponse, puisque la perte de prestige de Firestone aurait dû profiter à Michelin. Or la

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

une seule fois¹. En l'absence de capacités monnayables et de milliards de nouvelles opportunités de travail, quel bénéfice à long terme le pauvre moyen tirerait-il d'un gain inattendu mais unique de 13 000 dollars ?

Ce type de redistribution pourrait se révéler pire qu'inefficace. Ce que je ne voyais pas, derrière mes lunettes idéologiques de socialiste de la Côte Est, est que la grande majorité de la richesse de ce 1 % n'est pas ensevelie ni dissimulée. Ce qui m'a finalement fait prendre conscience de l'erreur de mon raisonnement fut la réponse de mon fameux ami, lorsque je lui ai parlé de mon rêve de faire disparaître la pauvreté en redistribuant la richesse. Je lui avais indiqué les chiffres et lui avais suggéré que la décence la plus élémentaire commandait une redistribution immédiate et agressive de toute cette richesse. Ce à quoi il répondit :

— Imagine un peu que nous fassions ce que tu proposes, que nous redistribuions toute la richesse de ce 1 % aux pauvres, de sorte qu'il y ait une répartition plus égalitaire de la propriété. Qu'advierait-il ensuite ?

— Presque tout le monde irait beaucoup mieux, rétorquai-je. Il est certain que les très riches seraient appauvris, mais la qualité de vie des pauvres serait sensiblement meilleure.

— En es-tu certain ? Si ton objectif final est simplement d'égaliser les choses sur une brève période de temps, alors ta proposition a du sens. Mais si ton but est d'améliorer le quotidien des personnes sur le long terme, c'est un autre sujet. Réfléchis un peu. Où les personnes iront-elles travailler après que les richesses de ce 1 % auront été redistribuées ?

Cela m'a laissé coi, pour la simple raison que je n'avais jamais pris la peine d'y penser.

Lorsque la plupart des gens pensent à ce 1 %, l'image qui leur

vient à l'esprit est celle de vêtements de marque, de bijoux, de yachts et de limousines, des villas et des appartements en attique... Tout l'attirail du luxe le plus clinquant et m'as-tu-vu. Tout ce faste nous fait perdre de vue que la richesse des plus fortunés est en grande partie investie. Elle est placée dans les entreprises qu'ils possèdent et dirigent, dans les actions et autres instruments financiers qui procurent aux 99 % restants de la population les biens, les services et les emplois dont ils bénéficient de manière régulière, et qu'ils tiennent souvent pour acquis.

Qu'il s'agisse d'une grosse usine d'automobiles ou de la petite boulangerie du coin de la rue, d'un producteur de processeurs ou d'une ferme familiale, toutes les entreprises qui produisent des biens et emploient des personnes sont détenues par quelqu'un. Ce sont les entreprises qui créent la plupart de la richesse des 1 %. Le fait de confisquer cette richesse pour la donner aux 99 % restants reviendrait à la déplacer de l'investissement et de la production vers la consommation, puisque les pauvres et les classes moyennes consomment un pourcentage de leur salaire nettement plus élevé que les personnes les plus aisées. Ce glissement soudain de l'investissement et de la production au profit de la consommation aurait pour effet de détruire les infrastructures qui rendent possibles les emplois, les biens et les services.

Nous entendons fréquemment s'exprimer une grande angoisse à propos des disparités entre les riches et les pauvres. Mais en quoi est-il moralement important que Bill Gates possède des dizaines de milliards de plus que mon médecin par exemple, qui habite une très jolie maison mais qui n'a qu'une seule cuisine, tandis que Gates en possède six ? Une telle disparité constitue-t-elle réellement un outrage à la moralité ? Le second quintile des foyers américains gagne en moyenne 60 000 dollars par an,

tandis que le troisième vit avec 40 000 dollars. Est-ce scandaleux ? C'est parmi certains pays les plus pauvres au monde que les disparités de revenus sont les plus faibles, avec un écart quantitatif entre les riches et les pauvres très inférieur à celui qui existe entre la classe moyenne américaine et Bill Gates. Ces sociétés semblent plus égalitaires, or des personnes y meurent pour avoir simplement bu de l'eau non potable, ou de malnutrition et de maladies que l'on pourrait aisément éviter. Cela devrait nous indiquer quelque chose de significatif. En premier lieu qu'il est impossible de mesurer les inégalités réelles en termes d'argent.

L'écart de revenu entre mon médecin et Bill Gates, s'il est mesuré ainsi, est nettement plus important qu'entre deux personnes issues de pays en voie de développement, dans lesquels l'une des deux a accès à l'eau potable, l'autre pas. Le second écart, bien que plus faible, est plus susceptible de représenter une question de santé ou de maladie, peut-être même de vie ou de mort. La vraie problématique morale n'est pas tant qu'un petit nombre de personnes telles que Bill Gates soit immensément plus riche que le reste d'entre nous. Le réel problème réside dans le fait que certaines personnes n'aient pas accès aux biens de première nécessité, pas plus qu'à l'opportunité de gagner ces biens librement.

Préoccupons-nous du sol, pas du plafond

L'on entend parfois des appels au plafonnement des revenus. En 1942, le président Franklin D. Roosevelt a proposé au Congrès que les revenus des Américains soient limités à 25 000 dollars par an (ce qui équivaut environ à 350 000 dollars d'aujourd'hui). Bien que la proposition de Roosevelt n'ait pas

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

de façon positive, ce qui serait impossible en situation de tyrannie économique. Cela indique l'objectif central de notre ordre social : construire un système institutionnel fondé sur la loi, et par lequel l'homme peut réellement devenir sa plus grande ressource.

Au lieu de nous focaliser sur l'égalité de la condition matérielle actuelle, nous serions mieux inspirés de nous concentrer sur une justice qui reconnaisse l'égalité fondamentale – à savoir la dignité innée – de toute personne. Celle-ci n'exige pas que tous les êtres soient égaux dans leur façon d'apparaître et d'agir, ni qu'ils possèdent exactement les mêmes choses. À cette lueur, l'économie libre est un vecteur du bien. Qu'il s'agisse d'un collectivisme extrême ou léger, la société est conduite dans les deux cas vers des formes illusoire d'égalité, dont la recherche détruit la liberté humaine et sa richesse. L'économie libre respecte notre égalité en droit et notre égale dignité. Elle promeut le développement de l'initiative personnelle et des liens de partage volontaires, qui sont l'apanage d'une authentique justice sociale. L'économie libre n'est l'ennemie que de ceux qui tentent d'acquérir toujours plus de pouvoir politique et bureaucratique. Elle est au contraire l'alliée de la justice réelle, en étendant, dans le cadre de l'État de droit, la liberté économique aux pauvres et aux riches de la même façon, car ils ont tous été dotés par leur Créateur de certains droits inaliénables.

1. Ces estimations se fondent sur les statistiques du *Global Wealth Report 2011*, Credit Suisse Research Institute, Zurich, 2011. La richesse totale du 1 % des personnes les plus riches du monde est de 89 milliards d'euros, divisés par la population mondiale entière qui s'élève à 7 milliards d'individus.

2. Barnaby J. Feder, « Company News : Ben Leaving as Ben & Jerry's Chief », *New York Times*, 14 juin 1994.

3. Conférence nationale des évêques catholiques américains, *Economic Justice for All : Pastoral Letter on Catholic Social Teaching and the U.S. Economy*, 1986, n° 319. Ce document m'a posé problème, ainsi qu'à beaucoup d'autres prêtres en raison de la référence répétée à l'État fédéral comme principal moyen de subvenir aux besoins de la société, mais il avait le mérite de se focaliser sur les plus pauvres.

4. Jean Paul II, *Sollicitudo rei socialis*, lettre encyclique pour le vingtième anniversaire de *Populorum progressio*, n.15. En écrivant ces mots, le pape reprenait le point de vue adopté précédemment dans le document du Concile œcuménique Vatican II, *Gaudium et spes* : « La propriété et les autres formes de pouvoir privé sur les biens extérieurs contribuent à l'expression de la personne et lui donnent l'occasion d'exercer sa responsabilité dans la société et l'économie. Il est donc très important de favoriser l'accession des individus et des groupes à un certain pouvoir sur les biens extérieurs. La propriété privée ou un certain pouvoir sur les biens extérieurs assurent à chacun une zone indispensable d'autonomie personnelle et familiale ; il faut les regarder comme un prolongement de la liberté humaine » (n° 71).

5. Cf. Le chapitre 5 du livre d'Arthur Brooks, *Gross National Happiness*, Basic Books, 2008, ainsi que les chapitres 3 et 4 de *The Battle : How to fight between Free Enterprise and Big Government Will Shape America's Future*, Basic Books, 2010.

VII

Pourquoi la charité intelligente fonctionne (contrairement à l'État-Providence)

QUESTION : La charité privée est une excellente chose, mais elle ne peut subvenir à tous les besoins existants. On ne peut accepter que dans notre société des gens vivent sans les biens de première nécessité tels que la nourriture, l'assistance médicale et un domicile. Ne serait-il pas plus sage que l'assistance publique demeure disponible en dernier recours ?

Réponse : Si seulement l'assistance gouvernementale *était* l'ultime recours ! Le fait que l'État-Providence se substitue aux institutions de charité a laissé insatisfaits les besoins moraux et spirituels fondamentaux des gens, tout en perpétuant la pauvreté matérielle.

*

Il m'est arrivé un millier de fois d'être arrêté dans la rue par un mendiant ivre me demandant de l'argent. Que je sorte un dollar de ma poche ou que je passe mon chemin en essayant d'éviter son regard, le choix est toujours peu aisé. Il existe apparemment un nom pour décrire ce phénomène : « Le dilemme du Samaritain. » Lorsqu'un mendiant vient vers vous pour vous demander de l'argent, lui donner quelque chose se présente comme l'option la meilleure et la plus juste. Cependant, notamment lorsque la personne en question montre des signes d'abus d'alcool ou de drogue, quelque chose nous dit que la générosité n'est pas l'option la plus intelligente. Que faire en pareille situation ? De nombreuses personnes ont « à cœur les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

tentation nouvelle. Lorsqu'un adulte s'adressait à un enfant, ce dernier savait qu'il lui fallait répondre. Je n'ai pas le souvenir que l'on m'ait enseigné quoi que ce soit du genre dans mon enfance. C'était quelque chose que mes amis et moi savions.

L'âge de Mme Rabinowitz imposait le respect. Nous comprenions que le fait de contredire les ordres d'une dame âgée signifiait en quelque sorte manquer de respect à ceux qui avaient une autorité plus directe sur nous, à savoir nos propres parents. Et le fait qu'elle connaisse personnellement nos parents et qu'un mot de sa part au sujet de nos inconduites nous aurait valu des ennuis n'avait rien à voir là-dedans.

Son autorité faisait effet, dans tous les cas. Mme Rabinowitz pouvait imposer l'ordre au milieu du chaos. Elle pouvait gouverner sans gouvernement. Ce que son simple mot d'avertissement déclenchait à l'époque nécessiterait aujourd'hui une intervention de police.

Nous pouvons, grâce à cet exemple, identifier un principe fondamental de l'économie. Les universitaires l'appellent « le problème de la dispersion de la connaissance » : lorsque les planificateurs politiques se réunissent pour résoudre tel ou tel problème social ou économique – par exemple le problème endémique de la délinquance dans les villes urbaines –, ils commanditent généralement des études afin de déterminer les difficultés de la société et les manières de les résoudre. Ils rédigent des statistiques sur les niveaux de revenus et les caractéristiques démographiques des pauvres. Ils parviennent même à fournir un état des lieux plutôt précis de la pauvreté en tant que problème social, mais vu d'en haut, du point de vue d'un oiseau en vol. Dans le meilleur des cas, ils arrivent à identifier plusieurs sortes de pauvreté et essayent de les aborder par des programmes qui suivent différentes approches : les tickets-repas pour résoudre le problème de la faim, les

programmes « CHIP » pour la santé des enfants, ou encore les « TANF » pour offrir un soutien économique aux familles en difficulté. Or, la pauvreté n'est pas quelque chose que l'on peut saisir en la contemplant d'en haut. Elle touche les individus et les familles, qui sont aussi hétérogènes que peut l'être l'espèce humaine.

La présomption fatale de la protection sociale

Cette immense diversité des êtres humains et des situations fait que, même si les décideurs essayaient de tenir compte de ces variétés, ils ne pourraient jamais appréhender depuis leurs bureaux de Washington la kyrielle de problèmes et de besoins en jeu. La mère célibataire qui travaille à mi-temps n'a pas les mêmes besoins qu'une mère célibataire toxicomane qui dilapide toutes les formes d'aide de l'État pour satisfaire ses addictions. Si les bureaucrates ne parviennent pas à percevoir une différence aussi criante que celle-ci à distance, on peut imaginer qu'ils ne pourront opérer des distinctions bien plus subtiles parmi les personnes qui figurent sur leurs listes de subventions. Ces différences sont par nature invisibles dans les analyses statistiques et la catégorisation bureaucratique, mais elles doivent pourtant être connues pour que le soutien soit efficace.

Le problème ne réside pas dans les intentions des planificateurs centraux (bien que ce soit toujours un élément à prendre en compte en politique). Le problème provient de leur manque d'informations réelles, de connaissance des modes de fonctionnement locaux. Les bureaucrates en savent généralement moins que ce qu'ils pensent savoir, et ils ne connaissent jamais suffisamment ce qui doit l'être. Quoi qu'il en soit, ils en savent toujours moins que Mme Rabinowitz.

Le problème de l'information se fait plus complexe encore lorsque les planificateurs ignorent tout de cette difficulté insurmontable. Le Prix Nobel et économiste Friedrich Hayek appelle ce phénomène « illusion synoptique » ou « présomption fatale ». L'illusion synoptique (causée par une vision monoculaire) est la conviction selon laquelle un analyste – que ce soit un individu, une entité unique ou une agence – peut à lui seul appréhender la série d'informations complexes nécessaires à l'administration d'une culture ou d'une économie modernes, de manière prévisible. L'illusion synoptique est étroitement liée à ce que les économistes appellent « loi des conséquences inattendues ». Étant donné que les décideurs politiques ne pourront jamais avoir une connaissance parfaite des personnes concernées par leurs mesures, il y aura, pour toute intervention dans le domaine économique (telle qu'une politique de protection sociale assurée par l'État), des effets qui n'étaient ni voulus ni prévus par ceux qui l'ont imaginée.

Hayek n'a fait que conceptualiser ce qui devrait relever du bon sens. Comment peut-on croire en effet qu'un petit groupe de personnes puisse apporter une réponse à une problématique sociale si hautement complexe, dans un quartier lointain ? Les statisticiens peuvent sans aucun doute fournir des données utiles. Ils peuvent par exemple nous informer du fait que 40,7 % des familles au sein desquelles il n'y a ni mari ni père vivent dans la pauvreté, tandis que seuls 8,8 % des foyers composés de couples mariés sont pauvres¹³. Mais comment aider les femmes piégées dans ce type de schéma à risque ? La mentalité bureaucratique privilégie les études, les commissions, le développement de plans impersonnels adaptés à des numéros et non à des personnes, tandis que le voisin attentionné voit, écoute et agit simplement.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

juste rétribution pour leur travail ? Cette même interdiction est-elle applicable à tous les chercheurs et développeurs de nouvelles technologies et de traitements médicaux ? Sans profit, comment les empêcher de consacrer leur temps à des activités plus rémunératrices ? Sommes-nous réellement prêts à transformer nos médecins et infirmiers en esclaves hautement qualifiés pour les maintenir en activité ?

En posant toutes ces questions, je ne prétends pas que des personnes à Washington seraient en train de proposer d'enfermer nos cardiologues, nos orthopédistes et infirmiers en chirurgie dans de petites cases d'esclaves pour les forcer à travailler 90 heures par semaine, en échange d'un plat de *rāmen* et de l'eau du robinet (bien que je me sois laissé dire que cela décrit assez bien la vie quotidienne d'un étudiant en médecine). Mon propos ici est seulement de souligner l'incohérence des appels à bannir le profit du service médical. Cela équivaut, en effet, à charger les fonctionnaires de l'État de décider qui sera payé pour tel ou tel service.

L'idée d'un système de santé libre de profits est une chimère. Le problème central ne provient pas du fait que les médecins ou infirmiers nourrissent, durant leurs années de formation particulièrement difficiles, l'espoir de bien gagner leur vie. C'est grâce à cela que notre société n'en manque pas ! Le vrai problème est la prévalence du tiers payant dans le service d'assurance-maladie. Très peu d'Américains paient directement leurs frais de santé. Environ la moitié des dépenses de santé est financée par des programmes gouvernementaux et la partie restante est en majorité couverte par des contrats d'assurances privées payés par les employeurs. Cette séparation entre le payeur et le bénéficiaire est à l'origine de la plupart des difficultés dans notre système de sécurité sociale, notamment la hausse des tarifs.

Lorsque nous nous rendons dans n'importe quel magasin, que ce soit pour acheter des chaussures, de la sauce ketchup ou des serviettes, nous avons tendance à établir des comparaisons. Nous évaluons chaque marque sur la base de notre expérience personnelle et des commentaires d'autres personnes sur leur fiabilité, la qualité et le rapport qualité-prix. Si nous effectuons un achat particulièrement important ou coûteux, nous pourrions faire des recherches supplémentaires auprès d'associations de consommateurs ou, de plus en plus souvent, sur Internet. Là où les marchés sont concurrentiels, ces ressources sont naturellement générées par la demande.

Dans cette optique, la coopération humaine est une chose formidable. Prenez, par exemple, le cas d'Internet Movie Database (imdb.com). Des millions de visiteurs publient bénévolement des synopsis, des critiques de films et offrent des commentaires à l'attention des parents, fournissant une mine d'informations aux autres visiteurs à titre gratuit. De la même façon, il existe différents sites Internet dédiés au prix de l'essence, qui fournissent aux automobilistes des informations de dernière minute sur les distributeurs les moins chers du coin.

La question est donc la suivante : pourquoi n'existe-t-il rien de semblable pour nos soins médicaux ? Et, en toute honnêteté, à quand remonte la dernière fois où vous avez demandé à votre médecin le coût du traitement qu'il proposait ? En vérité, il est rare que nous connaissions ne serait-ce que le coût d'une visite médicale. Et cela nous importe-t-il ? La plupart d'entre nous n'en ont cure, car nos compagnies d'assurance règlent la facture à notre place.

Mais en fin de compte, c'est bien évidemment nous qui payons le service médical, à des tarifs gonflés en raison du fait que personne ne peut voir ces prix et décider de les payer après une évaluation attentive. Les salaires sont réduits de milliers de

dollars par rapport à ce qu'ils seraient si les employeurs n'avaient pas à financer chaque année une hausse massive de la prime d'assurance-maladie. Et notre impôt sur le revenu – pour ne pas parler de notre dette nationale en constante augmentation – est plus élevé qu'il ne le serait si des dizaines de millions d'Américains ne dépendaient pas de Medicare et Medicaid³. Notons en outre que ces dernières sont encore plus imperméables aux considérations tarifaires que les assurances-santé fournies par les entreprises. Le manque déplorable de connaissances dont nous disposons au sujet des coûts réels de l'assistance médicale que nous choisissons est l'unique grande explication à l'explosion intolérable des tarifs des services de santé. Nous ne pourrons maintenir ce rythme éternellement. Quelque chose doit changer.

Laissez-les entrer en concurrence

Nous avons précédemment évoqué le rôle essentiel des profits. Il existe une manière encore plus claire d'expliquer ce qui manque à notre système actuel, mais celle-ci nous voit contraint d'employer deux « gros mots » : *concurrence* et *prix*. Si votre conception de la concurrence au sein d'un marché est la loi de la jungle, ou si vous pensez à des loups féroces dévorant d'aimables petites mamies, je vous prie de bien vouloir me souffrir encore un moment. Je ne me réfère pas un seul instant à de vicieux prédateurs des bois se disputant d'adorables petits lapins. Je parle de vendeurs qui entrent en compétition en faisant des offres avantageuses à l'aimable petite mamie, lui permettant d'obtenir le meilleur service de santé possible, au meilleur tarif. J'ai bien conscience du fait que ce n'est pas aussi théâtral ou trépidant que peut l'être *Le Petit chaperon rouge*,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

de malades ou de nécessiteux. Une étude menée en 2007 par l'Organisation Mondiale de la Santé estime par exemple que 30 % à 70 % des infrastructures médicales en Afrique étaient possédées par des organisations religieuses. En Zambie, les groupes confessionnels fournissaient plus de 30 % de l'ensemble des services d'assistance et de soins aux patients atteints du sida. Au Lesotho, ce taux s'élevait à 40 %¹⁵. Partout où prospèrent les institutions religieuses et autres organisations médicales non gouvernementales, l'État peut rester dans l'ombre, ne fournissant que très rarement des services et uniquement en dernier ressort.

Étant donné le rôle capital du christianisme dans l'histoire de l'aide médicale, nous devrions nous rendre compte de la gravité du traitement réservé aux hôpitaux et aux cliniques religieuses depuis de nombreuses décennies maintenant, et plus encore ces dernières années. Le rôle accru du gouvernement dans la sphère de la santé a eu tendance à séculariser ces institutions civiles dynamiques en altérant leur signification, leur culture, leur mission, compromettant ainsi leur efficacité. L'État s'immisçant toujours plus profondément dans le secteur médical, ces institutions religieuses sont contraintes de devenir toujours plus semblables à des institutions séculières, au point d'exclure des hommes et des femmes de conscience des organisations que ceux-ci ont initialement contribué à créer ! Tout cela ne pourrait sembler que pure préoccupation de clocher aux yeux de certains, mais l'enjeu concerne véritablement tout le monde dans ce pays, car il a trait à la liberté religieuse et à la renaissance d'un système de santé dynamique, dévoué et authentique en Amérique.

Les principes que nous venons d'évoquer ont de claires implications politiques. En dernière analyse, l'Obamacare

maintient et renforce même les structures responsables de la crise du service médical. Si nous voulons vraiment réformer la prise en charge des malades au sein de la société, nous avons besoin de rétablir une relation entre le médecin et le patient, entre le patient et le paiement de la prestation, de façon à reconnecter ces acteurs à la riche tradition morale et spirituelle qui a donné naissance aux hôpitaux.

Les personnes les plus méticuleuses pourront ne pas être d'accord avec certains détails pratiques, mais cela ne doit pas nous faire perdre de vue les principes généraux. S'il convient de réaliser une véritable avancée dans le sens d'un service médical authentiquement universel et humain, nous devons une fois encore laisser les vertus du libre marché s'appliquer à ce secteur.

Une authentique réforme fondée sur le libre marché et la société civile impliquera une réforme de la structure fiscale, destinée à encourager les achats d'assurance et de services médicaux individuels, sans passer par les employeurs (le fait qu'autant d'entre nous obtiennent aujourd'hui leur assurance-maladie par cet intermédiaire est en effet une création du Code fédéral des impôts). Cela comportera également l'élimination des obstacles à la concurrence, en permettant par exemple aux compagnies d'assurance de vendre leurs polices en dehors des frontières nationales, et en abolissant les réglementations qui pèsent sur ceux qui œuvrent pour les plus démunis. Il conviendra également de réformer le droit de la responsabilité civile délictuelle et, par conséquent, nos lois sur la négligence des médecins. Celles-ci entraînent une augmentation des coûts en poussant les médecins à exercer leur métier de manière défensive et dispendieuse (par exemple en prescrivant un nombre excessif de médicaments, d'analyses et d'examens), pour se prémunir de procès souvent frustrants.

Si un réseau d'urgence de base est souhaitable, nous devons

toutefois faire en sorte que les décisions portant sur l'assistance médicale soient laissées aux patients et aux professionnels du secteur, et non aux bureaucrates. Nous devons créer des incitations à la diminution des coûts et non à leur augmentation. Nous devons par exemple démanteler l'actuel régime par lequel Medicaid récompense les États qui enregistrent le plus d'adhésions, encourageant ainsi la dépense et non l'épargne. Ne devrions-nous pas plutôt trouver une solution pour *libérer* les personnes de leur dépendance à l'aide gouvernementale ? Certainement pas en les « jetant à la rue » mais en encourageant ceux qui le peuvent à assumer la responsabilité de leur propre santé et, ce faisant, à conserver la dignité et l'autonomie qui vont de pair avec la responsabilité. Enfermer les individus dans la dépendance n'est pas plus compassionnel que le paternalisme ne fait un bon éducateur. Il est temps pour nous d'aller vers un système qui encourage le potentiel humain et son épanouissement.

Une réforme est également nécessaire sur un plan moral. La communauté médicale n'est bien sûr pas immunisée contre la déliquescence de notre culture, dont la mentalité repose sur le « chacun pour soi », surtout depuis que la bureaucratie a éloigné les médecins de leurs patients.

Sous l'influence de ces doubles forces – l'expansion de la bureaucratie et le déclin moral –, l'industrie de la Sécurité Sociale a commencé à considérer les patients comme des tirelires approvisionnées par l'État, où l'on peut puiser de l'argent par tous les moyens possibles, parfois même de manière illégale (comme en témoigne le phénomène terrifiant des fraudes au Medicare et au Medicaid).

Fort heureusement, il existe encore de très nombreux médecins, infirmiers et thérapeutes pétris de compassion et de sens moral, qui gagnent leur vie tout en étant pleinement

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

la société serait en proie au conflit et à l'hostilité, principalement entre travailleurs et capitalistes. Or, tandis que le système capitaliste améliorerait la qualité de vie à la fois des travailleurs et des capitalistes, et que la ligne de démarcation entre les deux groupes commençait à s'estomper, une telle idée devenait de moins en moins viable. Le modèle marxiste s'est ainsi muté en l'idée d'un conflit insoluble entre l'homme et la nature, lequel requérait comme par hasard – tout comme le conflit entre travailleurs et capitalistes – de conférer de plus en plus de pouvoir à l'État pour protéger les plus faibles des machinations diaboliques du capitalisme. La taxinomie marxiste est plutôt flexible. Le problème, bien entendu, est que ce modèle répudie totalement la conception judéo-chrétienne du monde, et que sa description des réalités est totalement faussée.

Le marxisme avait l'intention de se débarrasser de la propriété privée. Au contraire, il serait judicieux que les êtres humains exercent sur la Terre leur responsabilité de gardiens précisément à travers la *propriété*. Saint Augustin formule ainsi une intuition chrétienne précoce sur la différence entre les hommes et les autres créatures : « Lorsque nous lisons : “Tu ne tueras point”, nous ne l'entendons pas des plantes, parce qu'elles n'ont point de sentiment, ni des bêtes brutes, qu'elles volent dans l'air, nagent dans l'eau, marchent ou rampent sur terre, parce qu'elles sont privées de raison et ne forment point avec l'homme une société, d'où il suit que par une disposition très juste du Créateur, leur vie et leur mort sont également faites pour notre usage, il reste que nous entendions de l'homme seul ce précepte : “Tu ne tueras point” [...] ⁶ ». Augustin rejette directement l'idée que les plantes et les animaux aient les mêmes droits que les personnes humaines. Il raille l'idée selon laquelle tuer un animal relèverait du meurtre. Nous savons que pas même un

moineau ne tombe à terre sans que Dieu en ait connaissance. Pourtant, nous recommandons un traitement *humain* pour les animaux, non pas parce qu'ils ont des droits : *nous ne devons pas être violents envers eux parce que cela nous avilit*. Nous ne devons pas traiter les animaux comme ces derniers se traitent entre eux.

De la même manière qu'il existe une interdépendance naturelle entre le propriétaire des moyens de production et le travailleur, la même chose se produit entre l'homme et la nature. Il est dans notre intérêt d'avoir un environnement propre, mais cela passe par la libération de la créativité et du génie humains. Lorsque nous réglementons excessivement le marché, faisant ainsi obstacle à la libre circulation de la connaissance, nous poussons les gens à un usage démesuré de choses relativement rares et à une surproduction des choses qui n'ont pas réellement d'utilité ou de valeur. C'est précisément la source de nombreux dommages environnementaux. Il suffit de penser à l'histoire de l'Europe communiste : l'Union soviétique et ses satellites ont à leur actif un bilan proprement exécrable concernant l'administration des ressources naturelles.

Le professeur White cite plusieurs faits dans son fameux article précédemment cité, parmi lesquels l'idée que le christianisme a joué un rôle crucial dans le déclenchement de la révolution scientifique. Ce grand bond en avant dans la technologie et dans les niveaux de vie fut possible parce que le christianisme considère l'homme comme le gardien créatif d'une Création rationnelle que nous pouvons explorer et comprendre, car nous sommes faits à l'image du Dieu rationnel qui a formé le cosmos. Copernic – un ecclésiastique catholique – exprime la pensée de nombreux fondateurs de l'astronomie moderne en écrivant que l'objet de sa recherche était « le mécanisme de l'univers, imaginé pour nous par un créateur suprêmement bon

et ordonné⁷ ».

Cette conception de Dieu, de l'homme et de la création, ainsi que la révolution scientifique que celle-ci a contribué à faire émerger, a offert d'innombrables bénédictions à la race humaine. Si White néglige grandement l'aspect positif de cette révolution, il a raison d'affirmer que la révolution scientifique a doté l'humanité de nouveaux pouvoirs sur son environnement. Nous n'avons nul besoin d'être partisans d'une quelconque idéologie pour reconnaître que ce pouvoir tout juste découvert peut tout autant servir le bien que le mal. Il s'agit dès lors de déterminer l'ordre politique qui serait le plus à même de canaliser le pouvoir et l'énergie de la science ainsi que l'engagement humain au profit d'activités positives du point de vue écologique, dénuées de toute dimension destructrice. Contrairement à ce que pouvaient penser les contestataires marxistes que j'ai rencontrés au Nicaragua, lorsqu'ils préparaient leurs sacs marins pour s'en aller rejoindre le mouvement écologiste aux États-Unis, la solution n'est pas le socialisme. En effet, les systèmes qui négligent la protection des droits de propriété sont les plus enclins à abuser de la Terre. Il existe un nom pour cela en économie : « la tragédie des propriétés collectives ». La propriété privée est le meilleur moyen de préserver la Création. Aucune détérioration de l'environnement n'a été en effet plus grande que celle que l'on a constatée dans les pays du bloc socialiste de l'Est, où la propriété privée fut abolie. J'en veux également pour preuve le régime communiste de Chine, qui s'est illustré par son bilan terrible en matière de sauvegarde de l'environnement.

Au contraire, l'économie de marché est un système prospectif d'organisation économique, dans lequel les pénuries futures sont exprimées par les prix actuels qui, par conséquent,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

proche parent, je me ressaisis. Je pris ma respiration et adoptai un ton plus socratique :

— Comment peut-il être mort ? Il est encore en pleine croissance par endroits ! La plupart de ses branches sont bourgeonnantes, comment peut-il être mort ?

Il me répondit :

— Eh bien, c'est une illusion. La sève remonte encore le long du tronc. Une partie va continuer à pousser, mais il fera de moins en moins de feuilles. Le danger le plus réel et imminent est qu'une forte tempête ou une puissante rafale de vent ne vienne faire tomber cet arbre massif sur votre maison.

Il marqua une pause, et conclut :

— Il vous faut donc l'abattre.

Chaque fois que je pense à cet arbre – qui n'existe plus depuis bien longtemps –, je ne peux m'empêcher de penser à notre société. Cette analogie est selon moi inévitable, bien que je nourrisse encore des espoirs. Quelque chose semble ne vraiment pas tourner rond dans le monde qui nous entoure, comme si celui-ci était infecté par quelque agent exogène, et je me réfère ici à une chose qui va au-delà de la condition pérenne de l'humanité blessée. Le mal que nous combattons s'est déjà manifesté à travers quelques feuilles mortes et nous ne devrions pas nous laisser duper par l'apparition simultanée d'autres feuilles qui semblent en bonne santé. Nous vivons actuellement d'une rente que nous n'avons pas gagnée. Et nous devons nous attaquer aux causes sous-jacentes de cette maladie avant qu'elle ne nous terrasse définitivement.

Si l'on réfléchit attentivement à l'état de notre société, l'on trouve des signes de prospérité juste à côté de certaines branches qui commencent à se dessécher. Notre culture semble détenir toutes les réponses, mais celles-ci répondent aux mauvaises questions. Nous confondons faits et signification et nous

pensons pouvoir accéder à la sagesse en la recherchant sur Google. Tout comme Marcellus dans *Hamlet* de Shakespeare, nous avons le sentiment qu'« il y a quelque chose de pourri au royaume du Danemark », bien que nous ayons du mal à reconnaître le fantôme qui se trouve devant nous, et plus encore à percevoir une solution à la crise civilisationnelle qui nous afflige. Est-ce ce à quoi ressemble la fin de la liberté ? Une chose est quoi qu'il en soit certaine : il y a quelque chose de désordonné et de désarticulé dans ce monde. Nous le voyons tout autour de nous et, si nous sommes honnêtes, nous pourrions le voir également en nous-mêmes.

L'actuel débat politique et économique n'est pas sans rappeler l'allégorie de la caverne de Platon, où les hommes confondent les ombres avec la substance des choses. Les bavardages ne constituent pas une philosophie de vie ni une bonne façon de gouverner. Des courants forts sont en train de nous entraîner loin de nos points d'ancrage, nous faisant perdre de vue ce qu'est une société libre et vertueuse, celle que les Pères fondateurs américains ont imaginée, celle que nous désirons encore ardemment. L'on n'était pas obnubilé à l'époque par la nécessité de réduire notre déficit de 3 % ou de 5 %, d'accroître la sécurité aux frontières de 2 % à 20 %, d'étendre tel ou tel bénéfice. Je ne suis pas en train de dire que ces détails ne sont pas importants. Mais pour comprendre comment bien faire les choses, nous devons nous concentrer sur des questions plus essentielles : il ne s'agit donc pas de demander « que devrions-nous *faire* ? » mais « qui *sommes-nous* ? » Seule une bonne compréhension de ce que nous sommes, de notre relation avec la nature, avec autrui et avec Dieu peut constituer un fondement solide pour une société digne de la personne humaine.

Aristote a déjà fait remarquer qu'une petite erreur commise au début d'un raisonnement pouvait conduire à de graves

complications par la suite. En comprenant l'anthropologie de travers, nos dirigeants politiques et culturels ont également eu une perception biaisée de la liberté et de la société. Ils ont négligé la Terre que nos ancêtres ont cultivée, nourrie et utilisée pour alimenter l'expérience politique la plus libre, la plus prospère, éthique et évoluée de l'histoire de l'humanité. Celle-ci n'a bien entendu jamais été parfaite et elle aussi portait des germes particulièrement nocifs à ses débuts. Beaucoup de ces péchés ont été éradiqués. Notre problème est à présent d'un autre ordre. Une maladie est en train de menacer nos racines saines, à savoir les idées et les institutions qui sont à la base de l'extraordinaire succès de notre pays. Cette maladie gagne du terrain. Et débattre du dernier projet de loi à Washington ne nous aidera pas à remédier à cet état de fait.

La bonne nouvelle dans tout cela est que si nous retrouvons nos manches et que nous nous mettons en quête de vérité, en récupérant par ce biais une juste compréhension de la personne humaine, nous pourrions inverser la tendance. La tradition qui a donné vie à une liberté mue par la morale – pas simplement le pouvoir de faire ce que l'on *veut*, mais le droit de faire ce que l'on *doit* (comme l'a recommandé Lord Acton²) – n'est pas une tradition de pur utilitarisme, d'égoïsme, de recherche du plaisir et de déterminisme. La liberté correctement saisie ne constitue pas une licence nous permettant de nous conduire en adolescents gâtés, mais le noble droit de naissance des créatures faites à l'image de Dieu. Aussi longtemps que nous refuserons de vendre ce droit imprescriptible en échange d'une soupe matérialiste confuse, il sera permis d'espérer.

Une vocation

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

qui élève les esprits, d'une culture enracinée dans des réalités à la portée éternelle, c'est une autre affaire. Pour une telle croisade morale, nous pourrions lever des armées entières.

-
1. Arthur Brooks, *Gross National Happiness*, Basic Books, New York 2008. Cf. en particulier le chapitre 5 : « Does Money Buy Happiness ? »
 2. John Dalberg-Acton, *Selected Writings of Lord Acton*, vol. 3, *Essays in Religion, Politics, and Morality*, J.R. Fears, Liberty Classics, 1988, p. 613.
 3. L'expression se réfère à une espèce de marsupial décimée ces dernières décennies par une tumeur cancéreuse transmissible par morsure.
 4. Mère Teresa, *Il n'y a pas de plus grand amour*, JC Lattès, 1997, p. 104.
 5. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, 1840, vol. II, quatrième partie, chapitre VI.
 6. Paul VI, Constitution Pastorale sur l'Église dans le monde de ce temps *Gaudium et spes*, 7 décembre 1965, n. 39. Voici le passage entier : « Nous ignorons le temps de l'achèvement de la terre et de l'humanité, nous ne connaissons pas le mode de transformation du cosmos. Elle passe, certes, la figure de ce monde déformée par le péché ; mais, nous l'avons appris, Dieu nous prépare une nouvelle terre où régnera la justice et dont la béatitude comblera et dépassera tous les désirs de paix qui montent au cœur de l'homme. Alors, la mort vaincue, les fils de Dieu ressusciteront dans le Christ, et ce qui fut semé dans la faiblesse et la corruption revêtira l'incorruptibilité. La charité et ses œuvres demeureront et toute cette création que Dieu a faite pour l'homme sera délivrée de l'esclavage de la vanité. Certes, nous savons bien qu'il ne sert à rien à l'homme de gagner l'univers s'il vient à se perdre lui-même, mais l'attente de la nouvelle terre, loin d'affaiblir en nous le souci de cultiver cette terre, doit plutôt le réveiller : le corps de la nouvelle famille humaine y grandit, qui offre déjà quelque ébauche du siècle à venir. C'est pourquoi, s'il faut soigneusement distinguer le progrès terrestre de la croissance du règne du Christ, ce progrès a cependant beaucoup d'importance pour le Royaume de Dieu, dans la mesure où il peut contribuer à une meilleure organisation de la société humaine. Car ces valeurs de dignité, de communion fraternelle et de liberté, tous ces fruits de notre nature et de notre industrie, que nous aurons propagés sur terre selon le commandement du Seigneur et dans son Esprit, nous les retrouverons plus tard, mais purifiés de toute souillure, illuminés, transfigurés, lorsque le Christ remettra à son Père "un Royaume éternel et universel : Royaume de vérité et de vie, Royaume de sainteté et de grâce, Royaume de justice, d'amour et de paix". Mystérieusement, le Royaume est déjà présent sur cette terre ; il atteindra sa perfection quand le Seigneur reviendra. »
 7. Dietrich Bonhoeffer, *Barcelona, Berlin, New York 1928-1931. Dietrich Bonhoeffer Works*, vol. 10, Fortress Press, 2008, p. 521.
 8. G. K. Chesterton, *Orthodoxie*, Flammarion, 2010, p. 25, titre original *Orthodoxy*, 1908. Chesterton se référait précisément à la doctrine du péché originel.
 9. James Madison, « The Structure of the Government Must Furnish the Proper Checks and Balances Between Different Departments », in *Federalist* n. 51.
 10. « Les morts » est le titre de la dernière nouvelle du recueil *Gens de Dublin* de James Joyce (1914, trad. fr. éditions Gallimard, 1974).
 11. Cf. le sophisme d'une masse fixe de travail abordé au chapitre III de ce livre.
 12. Friedrich Hayek, « Les intellectuels et le socialisme » (1949, article publié dans la *University of Chicago Law Review*).
 13. C.S. Lewis, *The Weight of Glory*, HarperOne, 2001, p. 46.

Conclusion

J'AI tenté, dans les pages précédentes, de résumer de manière accessible le large spectre de rencontres, d'histoires, d'idées et de sources qui m'ont aidé à percevoir l'existence d'une vérité naturelle ancrée dans le cœur des choses et d'une harmonie dans l'univers. Cette harmonie ne peut être maintenue qu'à condition que nous ne détruisions pas – par la force, le péché et le préjugé aveugle – la cohérence que nous possédons et recherchons tous naturellement. J'ai écrit ces lignes à un moment critique de l'histoire, à une heure où la perte de sens et de cohérence, qui correspond à une détérioration de notre appréhension de la liberté, s'infiltrait partout dans la société.

En dépeignant le socialisme, le progressisme, le collectivisme et la planification centrale sous un jour négatif, je n'avais en aucun cas l'intention de faire offense aux personnes honnêtes qui se réclament de ces idées. J'ai depuis longtemps l'intime conviction que, si nous devons être sans concessions dans notre quête de vérité, il est tout aussi nécessaire de faire montre de délicatesse et de respect envers ceux dont on ne partage pas les idées. Et ce n'est pas toujours une attitude facile à adopter dans le feu d'un débat. Or la dignité propre à chaque être humain, celle qui lui confère le droit d'être libre, n'est pas moins présente chez ceux dont nous désapprouvons les idées. Étant originaire de Brooklyn, un lieu pas franchement réputé pour sa diplomatie, je n'ai pas toujours appliqué ce principe autant que je l'aurais dû. Dès lors, je demande sincèrement pardon si d'aventure j'avais encore manqué à ce devoir, dans ce livre ou dans n'importe quel autre de mes écrits ou discours.

N'étant affilié à aucun parti politique, j'avoue être en général

peu satisfait par les étiquettes et la polarisation « gauche - droite » dans les discussions économiques, politiques, philosophiques et, de manière encore plus frustrante (et trompeuse), dans le discours religieux – une tendance pourtant très en vogue. J’ai tenté, dans la formulation de mes idées et ma recherche de vérité, de m’affranchir de ce prêt-à-penser. Je me plais à penser que si quelqu’un regardait ma bibliothèque personnelle pour se faire une idée de moi et me situer sur l’échiquier politique, il serait bien en peine de trancher. Néanmoins, pour engager un débat compréhensible et conforme à notre époque, il est parfois nécessaire de prendre quelques raccourcis linguistiques si l’on veut être percutant.

Je souhaiterais également apporter une précision quant à mon utilisation de l’expression « tradition judéo-chrétienne ». Il s’agit là de ma tradition et c’est également celle que je connais le mieux du point de vue doctrinal et historique. Je l’aime d’une manière toute particulière, notamment pour ses contributions sociales et ses principes théologiques, auxquels j’ai consacré ma vie. Cependant, je n’entends pas pour autant suggérer qu’elle serait l’unique tradition capable de contribuer au développement et au maintien de la liberté économique. Il s’agit de savoir reconnaître l’apport unique et indéniable de la Révélation et de l’anthropologie judéo-chrétiennes dans le développement institutionnel de la liberté dans le monde, sans par ailleurs rejeter l’idée que ces vérités – accessibles par la raison naturelle – puissent être correctement appréhendées dans d’autres contextes philosophiques et théologiques. Cela, bien sûr, ne relève ni de mes compétences ni de ma mission. Je laisse le soin aux personnes plus qualifiées d’aborder la question selon le contexte, qu’il s’agisse par exemple de l’hindouisme ou de l’islam.

La nature humaine, tout comme la vérité elle-même, est

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

notes des conférences épiscopales (et même aux préférences exprimées par les différents pontifes dans des allocutions, homélies ou documents), les hautes sphères de l'Église peuvent avoir des prédilections prudentielles parmi différentes solutions possibles. Mais celles-ci ne devraient jamais être confondues avec le dogme, la doctrine ni les principes. De cette manière, les fidèles ayant des opinions différentes peuvent proposer des solutions prudentielles alternatives sans être en aucun cas marginalisés ou taxés d'infidèles ou d'hérétiques. Une seconde distinction est corrélée à celle-ci. Bien souvent, les actions et politiques concernant les questions de « justice » visent davantage à *faire le bien* qu'à *éviter le mal*. Conformément à la réflexion morale de la tradition catholique, cela comporte une analyse morale différente. Une personne peut ne *jamais* commettre d'acte malveillant et ne pas être pour autant obligée de faire le moindre bien. Effectuer un choix parmi les différents biens disponibles est moralement légitime, même si ce choix n'est pas toujours le plus avantageux. Le choix d'un bien majeur ou mineur est différent du choix intentionnel de ce qui est objectivement ou intrinsèquement mauvais.

Par conséquent, un catholique ne peut pas ne pas tenir compte de l'obligation morale d'assister les pauvres et les plus faibles. Ignorer cette obligation revient à négliger les paroles solennelles et l'exemple du Christ lui-même. Cela reviendrait, en effet, à renier la foi. Néanmoins, quant à la *manière* de remplir au mieux cette obligation, les catholiques peuvent avoir des désaccords. L'Église ne proscrit pas ce débat.

En diverses occasions, le pape François a explicitement recherché le dialogue sur les questions économiques. Ce fut par exemple le cas dans un entretien qu'il a accordé aux journalistes lors de son vol retour d'Amérique latine, juste après la promulgation de son encyclique *Laudato si'*. Plusieurs

commentateurs (dont je fais partie) ont analysé certains aspects de l'encyclique et sont parvenus à des conclusions différentes de celles du pape. Lorsqu'un journaliste a demandé au souverain pontife ce qu'il pensait des remarques critiques formulées par certains catholiques, en particulier aux États-Unis, celui-ci répondit qu'il en avait entendu parler mais qu'il « ne les [avait] pas lues et [n'avait] pas eu le temps de bien les étudier ». Il n'a pas rejeté la possibilité d'émettre une critique mais a au contraire généreusement reconnu que « toute critique doit être reçue et étudiée, puis il faut ensuite dialoguer⁵. »

Pour illustrer l'importance du maintien de la distinction entre les affirmations dogmatiques et doctrinales du pape (qui réaffirment simplement ce que l'Église croit depuis toujours) et ses déclarations non doctrinales contingentes (qui peuvent même apparaître dans le même document magistériel), il faut prendre en considération le passage de *Laudato si'* (n. 165) dans lequel le Saint-Père émet quelques affirmations empiriques et historiques plutôt générales sur l'économie moderne et les thématiques environnementales. Celles-ci invitent au commentaire et à l'analyse. Le pape affirme que « l'humanité de l'époque post-industrielle sera peut-être considérée comme l'une des plus irresponsables de l'histoire », en partie en raison de son utilisation de combustibles fossiles tels que le charbon, le pétrole et le gaz naturel.

Il est en réalité possible de tirer des conclusions différentes de cette période de l'histoire. Si par « irresponsable » le pape se réfère à un comportement imprudent ou négligent à l'égard du bien-être humain, il vaut dès lors la peine de se pencher attentivement sur cette période pour se faire une idée de ce qu'il est advenu de la famille humaine dans ce laps de temps.

Prenons en considération quelques points de repère

empiriques :

– « Entre 1800 et 1950, la proportion de la population mondiale vivant dans la pauvreté extrême s'est réduite de moitié, et de 1950 à 1980, elle s'est encore divisée par deux⁶. »

– « En 2000, un agriculteur américain produisait en moyenne douze fois ce que l'on produisait en 1950. Le développement des nouvelles technologies a été un facteur primaire de ces améliorations⁷. »

– L'impact environnemental sera naturellement variable. L'augmentation de la consommation d'énergie induite par l'augmentation de la productivité (grâce aux tracteurs par exemple) a effectivement accru les émissions de gaz à effet de serre. Mais le progrès technologique qui a suivi (des moteurs à plus basse consommation de carburant ou les sources d'énergie alternatives) a permis de réduire ces effets.

– En général, d'après un certain nombre d'indicateurs environnementaux (des mesures de la qualité de l'air et de l'eau), la recherche a démontré que la croissance économique comporte une phase initiale de détérioration suivie d'une phase successive d'amélioration. Ce point d'inflexion se situe à un niveau de revenu de 8 000 dollars environ⁸.

Les États-Unis ont franchi ce seuil entre 1920 et 1940. La plupart des pays européens l'ont franchi entre 1940 et 1960. La Chine et l'Inde ne l'ont pas encore atteint. En d'autres termes, l'économie post-industrielle a conduit à une amélioration de l'environnement – du moins sous certains aspects.

Il est du devoir des historiens de nous aider à voir au-delà de notre époque, dans l'espoir que nous puissions en tirer des leçons qui dépassent notre expérience limitée et qui l'orientent vers des réalités contrefactuelles, qui en temps normal nous

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Chapitre VII

Arthur C. Brooks, *Who Really Cares : The Surprising Truth About Compassionate Conservatism*, Basic Books, New York, 2007.

David T. Beito, *From Mutual Aid to Welfare State : Fraternal Societies and Social Services, 1890-1967*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1999.

Theodore Dalrymple, *Life at the Bottom*, Ivan R. Dee, Lanham (Maryland), 2001.

Charles Murray, *Losing Ground : American Social Policy, 1950-1980*, 10th Anniversary Edition, Basic Books, New York, 1994.

Marvin Olasky, *La tragédie de la compassion américaine*, Institut Coppet (www.institutcoppet.org), 2013.

Chapitre VIII

Michael F. Cannon et Michael D. Tanner, *Healthy Competition : What's Holding Back Health Care and How to Free It*, Cato Institute, Washington, 2007.

Donald P. Condit, *A Prescription for Health Care Reform*, Acton Institute, Grand Rapids, 2009.

Le site Internet du Galen Institute : www.galen.org.

David Goldhill, « How American Health Care Killed My Father », in *The Atlantic*, septembre 2009.

Health Care in America : A Catholic Proposal for Renewal, Catholic Medical Association, Bala Cynwyd, 2004.

Chapitre IX

E. Calvin Beisner, *Where Garden Meets Wilderness : Evangelical Entry into the Environmental Debate*, Eerdmans, Grand Rapids, 1997.

AA.VV., *Effective Stewardship DVD Curriculum*, Acton Media,

Grand Rapids, 2009. Pour plus d'informations : www.effectivestewardship.com.

AA.VV., *Environmental Stewardship in the Judeo-Christian Tradition*, Michael Barkey, Acton Institute, Grand Rapids, 2000.

Bjørn Lomborg, *L'écologiste sceptique. Le véritable état de la planète*, Le Cherche midi, Paris, 2004.

Robert H. Nelson, *The New Holy Wars : Economic Religion Versus Environmental Religion in Contemporary America*, Penn State University Press, Philadelphie, 2010.

Julian Simon, *The Ultimate Resource II*, Princeton University Press, 1998. Disponible en ligne sur le site : www.juliansimon.com.

Chapitre X

Benoît XVI, *Caritas in Veritate*, Salvator, Paris, 2009.

Samuel Gregg, *On Ordered Liberty : A Treatise on the Free Society*, Lexington Books, Lanham, 2003.

Russell Hittinger, *The First Grace : Rediscovering the Natural Law in a Post-Christian World*, ISI Books, Wilmington, 2007.

Robert A. Sirico, *Toward a Free and Virtuous Society*, Acton Institute, Grand Rapids (Michigan) 1997.

Thomas Williams, *Who is My Neighbor : Personalism and the Foundations of Human Rights*, Catholic University of America Press, Washington, 2005.

Table

Préface

Introduction

Est-ce la fin de la liberté ?

I Comment j'ai cessé d'être gauchiste

II Pourquoi il ne peut y avoir de liberté sans une économie libre

III Vous voulez aider les pauvres ? Créez une entreprise !

IV La « destruction créatrice » du capitalisme, plus créatrice que destructrice

V Pourquoi l'avidité n'est pas bonne et pourquoi le socialisme la favorise plus que le capitalisme

VI L'idole Égalité

VII Pourquoi la charité intelligente fonctionne (contrairement à l'État-Providence)

VIII Pourquoi le système de santé de l'État n'est pas enclin à la compassion

IX Le souci de l'environnement n'implique pas nécessairement un État obèse

X Une théologie pour l'homme économique

Conclusion

Postface de l'auteur

Annexe

Réflexion à l'heure du pontificat de François

Bibliographie